
Elise Golay à
Port-au-Prince,
Haïti, avec



Quelle solution pour *Ayiti cheri* ?

Newsletter n°1
Janvier 2019

Chères amies, chers amis,

Pour cette première newsletter, je vous envoie des nouvelles (comme son nom l'indique) sur mon affectation en Haïti auprès du CRESFED que j'ai entamée il y a maintenant un peu plus de trois mois déjà. Elle comporte quelques informations sur le CRESFED, mon projet et les différentes activités auxquelles je participe, ainsi que sur mes observations et mes questionnements.

Elle propose aussi une petite réflexion sur l'adaptation, une notion qui me semble pertinente lors d'un début d'affectation, mais aussi pour Haïti, un pays sujet à de nombreux imprévus et instabilités qui demandent des haïtiens une adaptation constante à de nouveaux défis.

À qui les fonds ?

Mon arrivée au CRESFED début octobre 2018 fut marquée par un emménagement dans de nouveaux bureaux. Je comprends alors qu'un changement de local était nécessaire pour des raisons financières et une première réalité frappe : Haïti n'est plus à la mode. Une expression crue, mais pourtant vraie.

L'urgence et la misère engendrées par le tremblement de terre de janvier 2010 avaient attiré une ribambelle d'organisations internationales et l'argent investi en Haïti par



Image 1 : Bureau du CRESFED, Morne Hercule, Pétion-Ville

la coopération internationale et autres bailleurs bienveillants aurait fait de Crésus un homme besogneux en comparaison.

Ceci dit, comme exprimé en août 2017 par Me Boyard dans son article dans le quotidien haïtien *Le Nouvelliste*¹ : « à mesure que l'aide publique au développement afflue vers Haïti, la dégradation sociale, politique et institutionnelle du pays semble s'accélérer ». Une observation qui n'échappe pas aux bailleurs et les fonds alloués à la cause haïtienne s'amaigrissent à vue d'œil.

« À mesure que l'aide publique au développement afflue vers Haïti, la dégradation sociale, politique et institutionnelle du pays semble s'accélérer » (Me J. Boyard)

La fin du mandat de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) en octobre 2017 n'a pas contribué à rassurer la communauté internationale quant à ses investissements dans le pays, et de plus en plus d'ONG, d'agences onusiennes et d'organisations internationales se retirent du pays ou réduisent leurs équipes sur le terrain.

Peut-on les blâmer ? Au vu de la situation, le retrait de certaines missions et la clôture de nombreux projets semblent compréhensibles. Mais qu'en est-il des organisations locales ? Peuvent-elles s'en aller travailler là où l'argent des bailleurs se relocalise ?

Une part de mon mandat au CRESFED consiste à faire face à cette réalité. Le renforcement de la communication et l'augmentation de la visibilité des activités de l'organisation est un moyen de convaincre les bailleurs qu'investir local peut aussi porter ses fruits.

Le CRESFED, entre autres par sa directrice Suzy Castor², historienne réputée et respectée dans la communauté intellectuelle haïtienne, est une organisation crédible et relativement connue en Haïti. Ses projets sont soutenus notamment par l'Union européenne, et plus récemment, par la Fédération genevoise de coopération (FGC).

Maintenir ces collaborations est important pour le futur de l'organisation, tout comme sécuriser de nouveaux partenariats avec des acteurs de développement actifs en Haïti. Ceux-ci incluent, bien évidemment, des organisations locales.

L'union fait la force



La devise du drapeau haïtien suggère la solidarité, l'association, l'ardeur. Les tensions politiques palpables dans l'entier du pays ont conduit au soulèvement de la population pour le changement. Un mouvement s'est créé, exigeant qu'on rende des comptes au peuple qui ne voit pas la couleur de l'argent devant contribuer à l'amélioration de ses conditions de vie.

Il y a l'union, il y a la force, il y a la volonté. Il manque la stratégie, la planification d'actions, les solutions concrètes et crédibles. La situation socio-économique et politique haïtienne ne changera pas d'un coup. Les successions records de chefs d'État en Haïti, forcés de démissionner ou s'exiler en sont la preuve.

La complexité des problèmes auxquels la société haïtienne fait face rend la possibilité de changement ardue. Le CRESFED adopte une approche visant à permettre aux organisations communautaires de base (OCB) de mieux structurer leurs actions et de faciliter la concertation

¹Boyard, J. (25/08/2017), « La mauvaise gestion de l'aide internationale à Haïti : les mécanismes et facteurs en cause » <https://lenouvelliste.com/article/175456/la-mauvaise-gestion-de-laide-internationale-a-haiti-les-mecanismes-et-facteurs-en-cause-premiere-partie>

² https://fr.wikipedia.org/wiki/Suzy_Castor

entre ces organes et les autorités locales³ afin de promouvoir un développement communautaire participatif.

Lors d'une formation d'introduction au plaidoyer que j'ai donnée dans l'arrondissement d'Aquin, au sud d'Haïti, les participants, membres d'OCB de trois communes (Aquin, Cavaillon et St-Louis-du-Sud) devaient identifier trois problématiques intercommunales sur lesquelles des actions de plaidoyer seraient entreprises. Il en est ressorti que les problématiques sont multiples, toutes aussi importantes à résoudre les unes que les autres.



Les trois qui ont finalement été priorisées représentent bien la diversité des challenges dans l'arrondissement, mais aussi à l'échelle nationale :

- Manque de captages des sources d'eau => sanitaire
- Augmentation du déboisement => environnement
- Manque d'accès aux soins médicaux => santé

La prochaine étape consiste à monter des ateliers avec trois comités de plaidoyer pour identifier avec les participants quelles solutions peuvent être proposées au niveau intercommunal et comment mettre en œuvre un plan de plaidoyer pour les communiquer afin de mobiliser la population et convaincre les autorités locales de prendre des mesures concrètes.

*Les
problématiques
sont multiples,
toutes aussi
importantes à
résoudre les unes
que les autres*



Image 2 : Formation d'introduction au plaidoyer, Aquin, décembre 2018

³ Article paru dans le Nouvelliste sur le projet du CRESFED (20/12/2018) : <https://lenouvelliste.com/article/196253/le-cresfed-entend-renforcer-des-mairies-et-des-organisations-de-larrondissement-daquin>

Les jeunes, agents de changement

Un haïtien de 32 ans aujourd'hui n'a connu que des gouvernements qui ne répondent pas aux aspirations populaires en termes d'éducation, de santé et d'emploi. Il a été témoin de scandales de corruption, de vol et d'impunité. Il a connu un État très faible, voire inexistant. Il n'est donc pas étonnant que les jeunes en Haïti aient perdu toute confiance en la démocratie.

Alors que je discute avec certains amis haïtiens de mon âge, j'entends souvent que « la démocratie ce n'est pas pour Haïti ». Selon eux, le système est bien trop corrompu, le taux de participation aux élections est trop bas pour avoir quelque valeur que ce soit, et les politiciens sont à la merci des élites qui payent pour leur campagne présidentielle.

Leur solution ? Le retour à la dictature ou au protectorat. En bonne helvète que je suis, je n'arrive pas à m'abandonner à cette idée. Ce qui ne veut pas dire que je ne la comprends pas. Depuis mon arrivée en Haïti, j'ai pu voir l'inexistence de l'État ; la frustration qu'elle engendre ; les difficultés quotidiennes qui en découlent et qui n'auraient pas lieu d'être ; le laisser-aller du gouvernement.

Alors que je discute avec certains amis haïtiens de mon âge, j'entends souvent que « la démocratie ce n'est pas pour Haïti »

Eirene Suisse et le CRESFED ont démarré cette année un projet qui vise à changer le regard des jeunes d'Aquin et de Cavaillon sur leur rôle dans la société et les encourager à s'engager dans les affaires publiques de leurs communautés. Je participerai activement à la mise en œuvre de ce projet qui promet d'être interactif et qui propose des outils de communication et de sensibilisation créatifs tels que le théâtre forum ou l'utilisation des réseaux sociaux.

Les jeunes représentent un haut pourcentage de la population haïtienne. Leur découragement face à la politique de leur pays est fondé. Leur solution ceci dit n'est que partielle, à mon avis, car quand je leur demande si Haïti a connu dans le passé une dictature ou un protectorat bénéfique au développement du pays, leur réponse est rarement positive.



Image 3 : Remise des prix du concours de l'Office de la Protection du Citoyen (OPC) récompensant des textes et reportages sur le thème des Droits humains par des jeunes, Port-au-Prince, décembre 2018

Quelle solution pour Haïti ? C'est la perpétuelle question. Peut-être n'est-ce pas la démocratie. Peut-être est-ce une autre forme de démocratie. Ce qui est certain cependant, c'est que les jeunes représentent le futur de leur pays. Leurs proposer des outils et travailler avec eux pour comprendre comment ils peuvent être agents de changement pour leurs communautés, et peut-être au-delà, représente, d'une certaine manière, un pas vers la réponse à cette question casse-tête.

Avant de vous inviter à lire ma courte réflexion sur l'adaptation, je tiens à remercier chaleureusement le CRESFED qui m'a accueillie à bras ouverts, avec passion et enthousiasme et avec qui j'ai énormément de plaisir à travailler.

MERCI

Je tiens aussi à remercier Eirene Suisse qui s'assure que tout se passe bien pour moi et qui s'efforce de trouver des fonds pour que mon projet soit possible. Je vous rappelle que vous pouvez aussi participer en faisant un don à :

Eirene Suisse, 1200 Genève
CCP : 23-5046-2
IBAN : CH93 0900 0000 2300 5046 2
Mention : Elise/CRESFED

Et **MERCI** à toutes et à tous pour vos messages, pour vos encouragements, vos pensées, vos dons et votre présence, même lointaine. Ils me sont très précieux.



Image 4 : Avec Tania Pierre-Charles et Amos Jean-Michel, collègues du CRESFED, Aquin, octobre 2018

Réflexion

L'adaptation

Adaptation : « la recherche et la découverte d'un *ajustement* de l'individu aux diverses formes de la vie sociale »⁴.

En d'autres termes, l'adaptation ne se résume pas au tâtonnement de solutions à des situations émanant d'un nouvel environnement social. Elle réside dans l'aboutissement de cette oscillation, permettant de vivre en équilibre avec ce nouveau milieu.

Ce processus implique de faire face à du nouveau, du différent. Il peut générer l'inconfort et l'impatience, mais son achèvement engendre souvent surprise de soi et plaisir – ou passe simplement inaperçu. Mais l'adaptation n'est jamais passive. Elle demande des efforts constants. Elle est même épuisante par moment.

Toute affectation passe indéniablement par une période d'adaptation. Je n'y ai pas échappé, je suis en plein dedans. Haïti, pour ma part Port-au-Prince, fait appel à toute forme d'adaptation : culturelle, professionnelle, émotionnelle, climatique, logistique, politique, et j'en passe. Elle est parfois frustrante – lorsque la langue me freine dans mon processus – ou soudainement acquise – lorsque que je ne vois même plus le piètre état des voitures sur la route ou les montagnes de déchets qui la borde.

J'avais beau être prévenue, Haïti c'est une réalité complètement à part, et je comprends maintenant parfaitement pourquoi elle était si difficile à décrire par ceux qui y sont venus avant moi. Pas étonnant donc que le terme *adaptation* me soit venu en tête pour la rédaction de cette réflexion.

Mais ce terme ne s'applique pas seulement à mon expérience personnelle en Haïti. À mon avis, il pourrait tout aussi bien s'appliquer au pays lui-même. Haïti a une histoire chargée, qui a souvent demandé des haïtiens qu'ils s'adaptent. S'adapter à l'incohérence institutionnelle ; s'adapter aux aléas climatiques ; s'adapter aux inégalités sociales ; s'adapter aux interventions politiques et humanitaires, etc. *Tèt chaje !* [plein la tête]

Mais peut-on vraiment s'adapter à ce genre de situations et atteindre une quelconque satisfaction ? L'adaptation est un phénomène auquel on s'attend quand on quitte sa zone de confort. Qu'est-ce que l'adaptation lorsque l'on est chez soi ?

Le terme à la mode est *résilience*, ou « la capacité des collectivités à faire face au changement tout en maintenant ou en modifiant leur niveau de vie à la suite de chocs ou de stress » (PNUD). Cette notion pourrait peut-être mieux s'appliquer à Haïti que celle d'adaptation. Ceci dit, elle implique tout de même un acclimatement à un changement provoqué par des facteurs extérieurs à la collectivité. Elle suggère un choc, un stress.

Sans le paraître, la plupart des haïtiens vivent dans le stress et continuent de faire face au choc du tremblement de terre, presque 10 ans plus tard. « *Pourquoi ce manque de résilience ?* » demanderait-on ? Parce que le choc et le stress ne s'arrêtent pas au tremblement de terre de 2010 ou à une augmentation soudaine du prix de l'essence. Ils sont comme l'inflation de la gourde : constants.

Les tensions qui habitent Haïti s'intensifient. On se fatigue à entendre les mêmes promesses creuses. On manifeste pour montrer qu'on n'est pas dupe ; on demande des comptes. À nouveau, la capacité et la volonté d'adaptation des Haïtiens s'essoufflent.

⁴ Dans *Rééducation*, n. 89-90, 1957, p. 30